

[\(retour\)](#)

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU CANTON DE
FRIBOURG**

VERWALTUNGSGERICHT DES KANTONS FREIBURG



RAPPORT
sur l'activité du Tribunal administratif et
sur l'état général de la juridiction administrative
pour l'année 2000

BERICHT
über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und
über den Stand der Verwaltungsjustiz
im Jahr 2000

**AU GRAND CONSEIL
DU CANTON DE FRIBOURG**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux articles 65 de la Constitution cantonale et 4 de la loi d'organisation du Tribunal administratif du 24 avril 1990, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'activité du

Tribunal administratif et sur l'état général de la juridiction administrative dans le canton pour l'année 2000.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'expression de notre haute considération.

Givisiez, le 20 mars 2001

Le Greffier-chef:

Bernardo Stadelmann

Le Président:

Hugo Casanova

AN DEN GROSSEN RAT DES KANTONS FREIBURG

*Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte*

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Artikel 65 der Kantonsverfassung und Artikel 4 des Gesetzes über die Organisation des Verwaltungsgerichts vom 24. April 1990 den Bericht über die Tätigkeit des Verwaltungsgerichts und über den Stand der Verwaltungsjustiz im Kanton im Jahr 2000 zu unterbreiten.

Wir versichern Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Givisiez, 20. März 2001

Der Chefgerichtsschreiber:

Bernardo Stadelmann

Der Präsident:

Hugo Casanova

Partie générale

Allgemeiner Teil

I. PERSONNEL

A. Juges

Depuis le 1^{er} janvier 2000, la I^{ère} Cour administrative est présidée par M. Christian Pfammatter, la II^e Cour par M. Josef Hayoz et la III^e Cour par Mme Gabrielle Multone. Les nouveaux présidents resteront en fonction pendant une durée de deux ans.

B. Greffe

M. Marc Bugnon, greffier-rapporteur auprès de la Cour fiscale et remplaçant du greffier-chef a démissionné avec effet au 31 juillet 2000. Engagé comme greffier-rapporteur depuis la création du Tribunal administratif en 1992, M. Bugnon a participé à la mise en place de celui-ci et a contribué de manière fondamentale au développement de la jurisprudence administrative dans le canton de Fribourg. Après huit ans et demi passés au service de cette Instance cantonale, il a décidé de relever un nouveau défi professionnel au sein de l'Administration fédérale des contributions, à Berne.

M. Bugnon a été remplacé par *Me Guillaume Vianin*, jusqu'alors greffier-rapporteur auprès de la Cour des assurances sociales. Le poste de Me Vianin a été repris par *Me Sandrine Boillat*, déjà greffière-rapporteuse avec un statut mixte de droit public et de droit privé, tandis que Me Boillat a été remplacée par *Me Claude Schenker*, greffier-rapporteur ad hoc. *M. Jean-Benoît Meuwly*, greffier-rapporteur, a été désigné comme nouveau remplaçant du greffier-chef.

Dans le cadre des mesures prises pour faire face à l'augmentation du nombre d'affaires portées devant le Tribunal administratif pendant ces dernières années ainsi qu'à l'augmentation correspondante des retards dans la liquidation des affaires qui en découle (cf. les précédents rapports d'activité), le Tribunal a obtenu au budget 2000 un crédit spécial pour l'engagement temporaire de personnel supplémentaire. C'est ainsi qu'il a pu engager *Me Marc Boivin* et *Me Claude Schenker* en qualité de greffiers-rapporteurs ad hoc à 70%, dès le 1^{er} janvier 2000, pour renforcer la Cour des assurances sociales. Me Schenker ayant été engagé définitivement, en cours d'année, le Tribunal administratif a pu s'assurer, en plus, la collaboration de *Me Benoît Sansonnens*, du 1^{er} juin 2000 jusqu'à la fin de l'année. Les crédits disponibles ont également permis d'augmenter temporairement le taux d'activité de *Mes Sandrine Boillat*, *Arthur Lehmann* et *Claude Schenker*, tous greffiers-rapporteurs auprès de la Cour des assurances sociales, et de profiter ainsi pleinement de leurs compétences.

M. Jean-Benoît Meuwly a accepté l'invitation à participer aux travaux

du "Groupe de travail de la Société suisse de droit des assurances (SSDA) traitant du thème: assurance sociale et assurance privée", travaux qui s'échelonnent sur une durée d'une année.

Me Claude Schenker a été élu, en mars 2000, membre de l'Assemblée constituante du canton de Fribourg.

Dans le cadre de leur formation d'avocat, *Mme Sabrina Delorenzi*, *Mme Elena Olivera* et *M. Marc Sugnaux* ont accompli un stage de greffier/ères. Au terme de son stage, *Mme Olivera* a été engagée à mi-temps, pour une durée de deux mois supplémentaires.

C. Secrétariat

La création d'un nouveau poste de secrétaire, dès le 1^{er} janvier 2000, a permis de confirmer définitivement l'engagement de *Mme Sylvie Rolle*, après quatre ans de service en qualité de secrétaire temporaire. Ce nouveau poste a cependant simplement remplacé un crédit forfaitaire et n'a, par conséquent, constitué aucun renforcement du secrétariat en équivalent plein temps, secrétariat toujours composé de quatre postes pour dix-sept juges et collaborateurs juristes.

Mme Daisy Gobet a réduit son taux d'activité de 80 à 60%, dès le 1^{er} janvier 2000. Elle a pu être remplacée par *Mme Manuëla Hain*, engagée à 20% dès le 1^{er} mai 2000. Parfaite bilingue, *Mme Hain* assure également le remplacement de ses collègues en cas de maladie ou de vacances.

Depuis l'été 2000, le secrétariat compte avec un deuxième apprenti employé de commerce, *M. Damien Kurzo*, qui se prépare à l'obtention de la maturité professionnelle.

Le Tribunal administratif a continué à participer au programme d'aide aux chômeurs mis en place par l'Etat de Fribourg. Il a ainsi engagé deux personnes au chômage, dans le cadre de programmes d'emploi temporaire (PET et LEAC). A l'issue de son stage, l'une d'elles (âgée de plus de cinquante ans) a retrouvé une place de travail stable. Toutes les personnes ayant suivi, jusqu'à ce jour, le programme d'aide aux chômeurs auprès de ce Tribunal ont pu reprendre une activité professionnelle. La participation à ce programme constitue ainsi une expérience positive, tant pour la personne concernée que pour le Tribunal qui bénéficie, en même temps, du grand engagement et de la motivation de ces personnes et d'un travail de qualité.

II. ACTIVITE JURIDICTIONNELLE

A. Remarques générales

Le nombre des *nouvelles affaires enregistrées* en 2000 pour l'ensemble des Cours du Tribunal administratif (1426 unités) a diminué de 8,5%

par rapport à 1999 (1557 unités).

On peut relever que, si les I^{ère} et II^e Cours administratives, ainsi que l'autorité judiciaire pour les mesures de contrainte ont enregistré le même nombre d'affaires que l'année précédente, la III^e Cour administrative (-17%), la Cour fiscale (-12%) et la Cour des assurances sociales (-7%) ont enregistré une relative baisse du volume des nouvelles affaires. Cette dernière Cour comptabilise toutefois encore 765 nouveaux dossiers, ce qui représente plus de la moitié (53%) des affaires inscrites par les cinq cours réunies du Tribunal administratif.

Il est cependant satisfaisant de relever que le *nombre d'affaires liquidées* par l'ensemble du Tribunal (1602 dossiers) a été, de nouveau, supérieur à celui des nouvelles causes enregistrées, ce qui a permis de réduire le nombre des dossiers en attente d'une décision de 1318, à la fin de l'exercice précédent, à 1142.

Parmi les dossiers liquidés, 360 dataient encore de 1998 ou d'avant. Ceux-ci ont requis, pour la plupart, la rédaction d'un rapport sur le fond et une prise de décision lors d'une séance de Cour. Environ 140 d'entre eux ont été traités par les greffiers-rapporteurs ad hoc, engagés à cet effet dans le cadre des mesures extraordinaires prises depuis le 1^{er} janvier 2000 pour réduire les retards du Tribunal.

Cette amélioration de la situation, amorcée au niveau des chiffres globaux et liée en particulier à ces mesures extraordinaires sollicitées depuis longtemps, ne fait pas oublier que le volume des affaires du Tribunal, notamment de la Cour des assurances sociales, est encore très lourd. Toutes les mesures internes d'organisation prises afin de décharger cette Cour ont atteint leurs limites. Les moyens financiers mis à disposition du Tribunal pour permettre de diminuer sensiblement la masse de dossiers en souffrance, par l'engagement temporaire de greffiers-rapporteurs supplémentaires, montrent à quel point ils étaient véritablement nécessaires. Le renouvellement de cette mesure est plus qu'indiqué.

Il est intéressant également de relever le fait que le nombre des décisions rendues en séance de Cour a augmenté de près de 20% depuis l'année précédente et de 30% en deux ans, pour passer de 717 en 1998 à 919 en 2000. En même temps, les affaires liquidées par décision présidentielle de classement (procédures devenues sans objet suite à une nouvelle décision de l'autorité inférieure, conciliation, retrait du recours ou de l'action ou autres motifs) ont diminué d'environ 25%, pour passer de 613, en 1998, à 471, en 2000. Cela montre que, même si l'afflux de nouvelles causes tend à diminuer actuellement, le Tribunal administratif se trouve confronté à un travail plus conséquent, car une proportion beaucoup plus grande d'affaires que par le passé doit être liquidée par une décision sur le fond. Cela implique des tâches de rédaction notablement accrues et un processus décisionnel plus long, avec la préparation d'un rapport écrit et une séance de la Cour. Il s'agit ici d'une évolution dans la "culture judiciaire" des administrés et de l'administration qui rend plus actuelle que jamais l'introduction du système de l'avance des frais et l'élargissement des compétences des Présidents de toutes les Cours, de sorte qu'ils puissent statuer comme juge unique dans les affaires de faible importance. Ces systèmes, munis des voies de recours nécessaires à la protection des justiciables, sont déjà pratiqués avec

succès dans d'autres cantons.

B. I^{ère} Cour administrative

En matière de mesures de contrainte, l'année 2000 a été marquée par une nette diminution des mises en détention à des fins de refoulement (22 au lieu de 43 en 1999). Parallèlement, on a assisté à une augmentation correspondante des ordres de fouille et de perquisition destinés à s'assurer des personnes le jour de leur renvoi (+ 24). Cette évolution traduit la modification de pratique de l'autorité administrative confrontée en 2000 au renvoi forcé des réfugiés du Kosovo, renvoi qui ne nécessite pas - la plupart du temps - la mise en détention des intéressés, mais uniquement une intervention ponctuelle le jour du départ de Suisse.

Pour le surplus, l'activité de la I^{ère} Cour administrative ne suscite pas de commentaire particulier.

C. II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative en l'an 2000 ne suscite pas de commentaire particulier.

D. III^e Cour administrative

La III^e Cour, saisie à 233 reprises (177 en 1998 et 285 en 1999), continue à enregistrer, malgré une certaine baisse, un volume d'affaires bien plus important que par le passé. Parmi d'autres, il faut relever des cas de plus en plus fréquents de refus du permis de port d'arme. Par ailleurs, la III^e Cour a eu à affirmer l'illégalité de la pratique dite du "prêt de patente" pour l'exploitation d'un établissement public. En matière de circulation routière, il est à signaler l'augmentation des cas où des chauffeurs de poids lourds se sont vu sanctionner, sur le plan administratif, en raison du non-respect de la durée journalière de conduite, des temps de repos quotidien et des pauses minimales.

E. Cour fiscale

La diminution du nombre de recours introduits devant la Cour fiscale durant les années 1999 et 2000 par rapport aux années antérieures est, semble-t-il, le résultat de l'imminence de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les impôts cantonaux directs (au 1^{er} janvier 2001). En effet, bon nombre de dispositions qui donnaient fréquemment lieu à litige ont purement et simplement disparu du nouveau droit de sorte que les parties ont été moins enclines à susciter de la jurisprudence sur ces points-là. Cette diminution trouve encore sa cause dans une autre explication. Dans de nombreux domaines (par ex. taxes de

séjour) ayant vu leur législation se modifier, la jurisprudence de la Cour, nécessairement plus abondante dans les années qui ont suivi les modifications légales, a largement permis une stabilisation de la pratique, en sorte que le besoin d'une intervention judiciaire a sensiblement diminué.

Dans le cadre des mesures visant à désengorger la Cour des assurances sociales, le président et les deux greffiers-rapporteurs de la Cour fiscale ont été, à nouveau, chargés du traitement de 110 dossiers en matière d'assurance-chômage. En l'an 2000 ils en ont liquidé 94 (dont 64 par décision de cour), qui viennent s'ajouter aux 197 affaires liquidées en matière de droit fiscal.

F. Cour des assurances sociales

Grâce aux efforts considérables de tous les membres et collaborateurs du Tribunal et notamment l'augmentation de l'activité de certains greffiers-rapporteurs, qui ont permis à la Cour de rendre 880 décisions en 2000, celle-ci a pu, pour la première fois, liquider plus d'affaires que le nombre de nouvelles causes inscrites, ce qui a fait diminuer de 115 unités le nombre de dossiers en attente d'une décision (764 dossiers).

Plus de 530 jugements ont été rendus en 26 séances de la Cour, ce qui signifie une charge énorme pour une Instance composée de son président et de deux assesseurs exerçant leur fonction à titre accessoire (en l'occurrence deux avocats pratiquant le barreau à Fribourg), quelquefois remplacés par un suppléant.

Il n'est donc pas superflu de rappeler qu'une compétence plus étendue du Président – seul membre de la Cour exerçant sa fonction à plein temps – comme juge unique dans les affaires de faible importance permettrait de décharger sensiblement la Cour et d'accélérer la liquidation des affaires, tout en assurant la qualité des décisions par les voies de droit ordinaires et essentiellement gratuites devant le Tribunal fédéral des assurances, comme c'est d'ailleurs le cas également dans de nombreux autres cantons. Actuellement, le président de la Cour n'a une compétence de juge unique que pour le classement des affaires devenues sans objet et pour le traitement de celles qui sont manifestement irrecevables. Or, il s'avère, à la lecture des statistiques, que les justiciables sont de moins en moins enclins à retirer leurs recours mal fondés ou démunis de chances de succès, du moment où ils peuvent compter sur un examen par une autorité judiciaire indépendante, examen qui est régi notamment par la maxime d'office et le principe de la gratuité de la procédure. Il en va de même pour les autorités intimées qui sont manifestement moins intéressées à reconsidérer leurs décisions attaquées d'elles-mêmes, durant la phase d'instruction, et préfèrent laisser le soin à un Tribunal de trancher la cause sur le fond. Dans ces cas, une décision seulement présidentielle s'impose.

G. Statistiques

En ce qui concerne le nombre d'affaires liquidées et le mode de

liquidation, nous vous prions de vous référer à la partie statistique du présent rapport.

III. DIVERS

Le Tribunal administratif s'est réuni en séance plénière à plusieurs reprises pour répondre à des consultations relatives à des projets de lois, pour traiter des questions de personnel et diverses autres affaires.

M. Josef Hayoz a été nommé par le Tribunal cantonal de l'Etat de Fribourg comme Juge d'instruction extraordinaire dans le cadre d'une plainte pénale déposée contre un Juge d'instruction.

Le Tribunal administratif et le Conseil d'Etat, réunis en Collège électoral, ont procédé à deux reprises à l'élection ou à la réélection des membres de la Commission d'expropriation.

Informatique

La présence du Tribunal administratif sur le réseau Internet avec un site bilingue (www.fr.ch/tad) lui permet de mettre très rapidement à la disposition du public et des médias des décisions revêtant un intérêt public prépondérant, ainsi que des communiqués relatifs à l'activité de cette Instance. Le site est actuellement visité, en moyenne, 2'300 fois par mois et la fréquence des consultations augmente régulièrement.

Collaborations

Le Tribunal administratif a continué à entretenir des échanges avec la Faculté de droit de l'Université de Fribourg par la traditionnelle rencontre annuelle avec celle-ci, représentée en particulier par le Prof. Jean-Baptiste Zufferey, échanges qui ont porté cette année sur le thème des marchés publics. A l'occasion du colloque organisé sur ce thème, le 3 octobre 2000, et qui a vu également la participation d'autres juges administratifs de Suisse romande, *M. Christian Pfammatter* a donné une conférence sur "Le déroulement de la procédure de recours".

Cette année, le Tribunal n'a, par contre, pas eu l'occasion d'accueillir des étudiants de cette Faculté pour un stage pratique de deux mois.

I. PERSONELLES

A. Richterinnen und Richter

Seit dem 1. Januar 2000 werden der I. Gerichtshof von Herrn Christian Pfammatter, der II. Hof von Herrn Josef Hayoz und der III. Hof von Frau Gabrielle Multone präsiert. Die neuen Präsidenten werden ihr Amt während zwei Jahren bekleiden.

B. Gerichtsschreiberei

Herr Marc Bugnon, Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Steuergerichtshof und Stellvertreter des Chefgerichtsschreibers ist auf den 31. Juli 2000 zurückgetreten. Herr Bugnon war seit der Schaffung des Verwaltungsgerichts im Jahr 1992 als Gerichtsschreiber-Berichterstatter angestellt worden und hat somit an der Inbetriebnahme des Gerichts mitgewirkt und in grundlegender Weise zur Entwicklung der Verwaltungsrechtsprechung im Kanton Freiburg beigetragen. Nach achteinhalb Jahren im Dienst dieser kantonalen Gerichtsbehörde hat er sich entschlossen, eine neue berufliche Herausforderung bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung anzunehmen.

Herr Bugnon wurde durch *Herrn Rechtsanwalt Guillaume Vianin*, bisher Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Sozialversicherungsgerichtshof, ersetzt. Die Stelle von Herrn Vianin wurde durch *Frau Rechtsanwältin Sandrine Boillat* übernommen, welche bereits als Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin in einem gemischten öffentlich- / privatrechtlichen Anstellungsverhältnis tätig war, und Frau Boillat wurde ihrerseits durch *Herrn Rechtsanwalt Claude Schenker* ersetzt, der bisher als Gerichtsschreiber-Berichterstatter ad hoc arbeitete. Der Gerichtsschreiber-Berichterstatter *Herr Dr. iur. Jean-Benoît Meuwly* wurde ausserdem zum neuen Stellvertreter des Chefgerichtsschreibers ernannt.

Im Rahmen der zur Bewältigung des Zuwachses an Streitigkeiten in den letzten Jahren und der damit verbundenen Zunahme der Rückstände bei der Erledigung der hängigen Fälle (vgl. dazu die Tätigkeitsberichte der letzten Jahre) getroffenen Massnahmen wurde dem Verwaltungsgericht im Staatsvoranschlag 2000 ein Sonderkredit zur vorübergehenden Anstellung von zusätzlichen Mitarbeitern zugesprochen. So konnten auf den 1. Januar 2000 die *Herren Rechtsanwälte Marc Boivin* und *Claude Schenker* für die Dauer eines Jahres als Gerichtsschreiber-Berichterstatter zu je 70% beim Sozialversicherungsgerichtshof angestellt werden. Da Herr Schenker im Laufe des Jahres in ein festes Anstellungsverhältnis wechselte, konnte sich das Gericht zudem die Dienste von *Herrn Rechtsanwalt Benoît Sansonnens* vom 1. Juni 2000 bis zum Ende des Jahres sichern. Die zur Verfügung stehenden Kredite erlaubten es auch, das Arbeitspensum von *Frau Sandrine Boillat*, von *Herrn Arthur Lehmann* und von *Herrn Claude Schenker*, alle Gerichtsschreiber-Berichterstatter beim Sozialversicherungsgerichtshof, zu erhöhen und somit aufs Beste von ihren Fähigkeiten zu profitieren.

Herr Jean-Benoît Meuwly wurde eingeladen, bei der Arbeitsgruppe der Schweizerischen Gesellschaft für Versicherungsrecht (SGVR) mitzuwirken, welche das "Verhältnis zwischen öffentlichem und privatem Versicherungsrecht" zum Thema hat. Die Arbeiten werden sich auf ein Jahr erstrecken.

Herr Claude Schenker wurde im März 2000 als Mitglied des Verfassungsrats des Kantons Freiburg gewählt.

Im Rahmen ihrer Ausbildung zur Rechtsanwältin und zum Rechtsanwalt haben *Frau Sabrina Delorenzi*, *Frau Elena Olivera* und *Herr Marc Sugnaux* ein Gerichtspraktikum gemacht. Am Ende ihres Praktikums konnte Frau Olivera zudem für zwei weitere Monate zu 50% angestellt werden.

C. Sekretariat

Die Schaffung einer ständigen Sekretärinnenstelle auf den 1. Januar 2000 erlaubte es, *Frau Sylvie Rolle* nach vier Jahren privatrechtlicher, temporärer Anstellung einen dauerhaften Vertrag anzubieten. Diese neue Stelle hat jedoch nur den entsprechenden Pauschalkredit ersetzt und daher keine Aufstockung der Arbeitskräfte im Sekretariat bewirkt. Dieses hatte somit weiterhin mit lediglich vier ganzen Stellen die Arbeit für siebzehn Richter und juristische Mitarbeiter zu bewältigen.

Frau Daisy Gobet hat ihr Arbeitspensum seit dem 1. Januar 2000 von 80 auf 60% verringert. Sie konnte durch *Frau Manuela Hain* ersetzt werden, die seit dem 1. Mai 2000 zu 20% arbeitet. Frau Hain übernimmt zudem als perfekt zweisprachige Sekretärin die Stellvertretung ihrer Kolleginnen während deren ferien- oder krankheitsbedingten Abwesenheiten.

Seit dem Sommer 2000 hat das Sekretariat einen zweiten kaufmännischen Lehrling, *Herr Damien Kurzo*, der eine Berufsmatura vorbereitet.

Das Verwaltungsgericht hat weiterhin am Hilfsprogramm des Staates zu Gunsten der Arbeitslosen teilgenommen. Zwei Mitarbeiterinnen konnten im Rahmen von Programmen für vorübergehende Beschäftigung im Sekretariat angestellt werden. Nach Abschluss ihres Praktikums konnte bereits eine davon (über 50 Jahre alt) wieder eine feste Arbeitsstelle finden. Damit haben sämtliche Personen, die bisher ein solches Programm beim Verwaltungsgericht absolviert haben, wieder eine berufliche Tätigkeit aufnehmen können. Die Teilnahme an diesen Massnahmen stellt somit sowohl für die Betroffenen als auch für das Gericht, welches dadurch gleichzeitig über zusätzliche qualifizierte und motivierte Arbeitskräfte verfügen kann, eine positive Erfahrung dar.

II. GERICHTSTÄTIGKEIT

A. Allgemeine Bemerkungen

Die Anzahl der neuen, beim Verwaltungsgericht im Jahr 2000 *eingetragenen Angelegenheiten* (1426 Einträge) hat im Vergleich zum Vorjahr (1557 Einträge) um 8,5% abgenommen.

Hervorzuheben ist insbesondere, dass der I. und der II. Hof sowie die Richterliche Behörde für Zwangsmassnahmen dieselbe Anzahl an neuen Angelegenheiten eingetragen haben wie im Vorjahr, während der III. Hof (-17%), der Steuergerichtshof (-12%) und der Sozialversicherungsgerichtshof (-7%) eine leichte Abnahme des Zuflusses an neuen Geschäften erfahren haben. Dieser letztere hat aber immerhin noch 765 neue Fälle zu verzeichnen, was mehr als die Hälfte (53%) der dem Gesamtgericht insgesamt unterbreiteten neuen Angelegenheiten ausmacht.

Es ist hingegen erfreulich festzustellen, dass die Anzahl der vom Verwaltungsgericht *erledigten Angelegenheiten* (1602 Dossiers) wieder höher ist, als jene der neu eingetragenen Geschäfte. Die am Ende des Jahres hängigen Fälle sind somit im Vergleich zum Vorjahr von 1318 auf 1142 zurückgegangen.

Von den erledigten Angelegenheiten stammten 360 noch aus dem Jahr 1998 oder früher. Die meisten davon erforderten daher eine schriftliche Berichterstattung und eine Urteilsfassung anlässlich einer Gerichtshofsitzung. Etwa 140 dieser Fälle wurden von den seit dem 1. Januar 2000 speziell zum Zweck der Behandlung der rückstehenden Geschäfte angestellten Gerichtsschreibern-Berichterstattern behandelt.

Diese Verbesserung der Situation, die sich auf Ebene des Gesamtgerichts abzeichnet und die zum Teil auf die lang erwarteten Sondermassnahmen zurückzuführen ist, mag aber nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Arbeitslast des Verwaltungsgerichts und namentlich des Sozialversicherungsgerichtshofs immer noch sehr gross ist. Alle bisher zur Entlastung dieses Hofes getroffenen internen Organisationsmassnahmen haben ihre Grenzen erreicht. Die dem Verwaltungsgericht nun zur Verfügung gestellten ausserordentlichen finanziellen Mittel zeigen auch, dass die Anstellung zusätzlicher Mitarbeiter zum drastischen Abbau der zahlreichen hängigen Geschäfte wahrhaft notwendig ist. Die Weiterführung dieser Massnahmen rechtfertigt sich daher um so mehr.

Es kann auch darauf hingewiesen werden, dass die Anzahl der durch einen Gerichtshofsentscheid erledigten Geschäfte um ca. 20% seit dem Vorjahr und um 30% seit 1998 zugenommen hat (1998: 717 Entscheide; 2000: 919). Gleichzeitig haben die durch Präsidialverfügung abbeschriebenen Sachen (infolge Gegenstandslosigkeit wegen neuem Entscheid der Vorinstanz, Einigung unter den Parteien, Rückzug oder anderen Gründen) von 613 im Jahr 1998 auf 471 im Jahr 2000 um ca. 25% abgenommen. Dies zeigt, dass das Verwaltungsgericht trotz einer gegenwärtigen Tendenz zur Abnahme des Zuflusses an neuen Geschäften mit einer erhöhten Arbeitslast konfrontiert ist, da die zu behandelnden Angelegenheiten in einem viel wichtigeren Mass als früher durch ein Gerichtsurteil in der Hauptsache erledigt werden müssen. Dies bringt eine bedeutend grössere Redaktionstätigkeit und eine verlängerte Entscheidungsdauer mit sich, weil namentlich die Verfassung eines schriftlichen Berichts und die Abhaltung einer Gerichtshofsitzung erforderlich sind. Es handelt sich dabei um einen Wandel in der "Gerichtskultur" sowohl der Bürger als auch der Verwaltungsbehörden, der die Einführung des Systems des Kostenvorschusses und die Erweiterung der Zuständigkeit der Präsidenten aller Gerichtshöfe als Einzelrichter in Fällen minderer Bedeutung so aktuell wie noch nie zuvor erscheinen

lässt. Solche, mit den zum Schutz der Betroffenen notwendigen Rechtsmittel verbundenen Systeme werden in anderen Kantonen bereits mit Erfolg angewandt.

B. I. Verwaltungsgerichtshof

In Sachen Zwangsmassnahmen war das Jahr 2000 von einer merklichen Abnahme der Verhaftungen zur Ausschaffung gekennzeichnet (22 im Vergleich zu 43 im Vorjahr). Gleichzeitig haben die Anordnungen einer Durchsuchung entsprechend zugenommen (+ 24), welche die Festnahme der Betroffenen am Tag der Ausschaffung zum Zweck haben. Diese Entwicklung hängt mit einer Praxisänderung der Verwaltungsbehörde zusammen, welche sich im Jahr 2000 bei der Zwangsausschaffung der Flüchtlinge aus dem Kosovo in den meisten Fällen auf ein Eingreifen am Tag der Ausreise aus der Schweiz beschränken konnte und so nicht zur vorzeitigen Verhaftung der Betroffenen schreiten musste.

Im Übrigen gibt die Tätigkeit des I. Gerichtshofs keinen Anlass zu einem Kommentar.

C. II. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des II. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2000 gibt zu keinem Kommentar Anlass.

D. III. Verwaltungsgerichtshof

Der III. Verwaltungsgerichtshof zeigt mit 233 neu eingetragenen Angelegenheiten (1998: 177 und 1999: 285) trotz eines leichten Rückgangs im Vergleich zum Vorjahr weiterhin eine bedeutend höhere Anzahl an Geschäften auf als in der Vergangenheit. Unter anderem sind die immer häufigeren Fälle im Zusammenhang mit der Verweigerung einer Waffentragbewilligung zu erwähnen. Der III. Hof hatte auch die Gesetzeswidrigkeit der sogenannten "Patentleihe" zur Führung von öffentlichen Gaststätten festzustellen. Auf dem Gebiet des Strassenverkehrsrechts kann auf eine Zunahme der Fälle hingewiesen werden, welche Administrativstrafen von Lastwagenführern wegen Nichtbeachtung der täglich erlaubten Fahrdauer, der gebotenen Ruhezeit und der Pausen betrafen.

E. Steuergerichtshof

Die in den Jahren 1999 und 2000 zu verzeichnende Abnahme der eingereichten Beschwerden scheint einerseits auf das damals bevorstehende Inkrafttreten des neuen Gesetzes über die direkten Kantonssteuern (auf den 1. Januar 2001) zurückzuführen zu sein. In der Tat entfallen nun verschiedene Bestimmungen des alten Rechts, welche häufig zu Rechtsstreitigkeiten Anlass gaben, so dass die

Parteien weniger dazu neigten, noch Grundsatzurteile zu diesen Fragen zu veranlassen. Andererseits bestand in den zahlreichen Bereichen, in denen die Gesetzgebung geändert wurde (z.B. Aufenthaltstaxen), in den ersten Jahren ein grösserer Bedarf nach richterlicher Überprüfung. Aufgrund der entsprechenden Rechtsprechung des Steuergerichtshofes entstand seither eine gefestigte Praxis, welche seltener angefochten wird.

Im Rahmen der zur Entlastung des Sozialversicherungsgerichtshofes getroffenen Massnahmen haben der Präsident und die Gerichtsschreiber-Berichterstatter des Steuergerichtshofes wie im Vorjahr wieder die Behandlung von 110 Dossiers in Sachen Arbeitslosenversicherung übernommen. Im Jahr 2000 haben sie deren 94 (davon 64 durch Gerichtshofsentscheid) erledigt, die zu den 197 erledigten Geschäften im Bereich des Steuerrechts zu zählen sind.

F. Sozialversicherungsgerichtshof

Dank den bedeutenden Bemühungen aller Mitglieder und Mitarbeiter des Gerichts sowie namentlich auch der Erhöhung des Tätigkeitsgrades einiger Gerichtsschreiber-Berichterstatter konnte der Gerichtshof im vergangenen Jahr 880 Fälle abschliessen und hat somit zum ersten Mal in seiner Geschichte mehr Geschäfte erledigt als neue eingetragen wurden. Dadurch wurde die Anzahl der auf ein Urteil wartenden Angelegenheiten um 115 auf 764 Fälle reduziert.

Über 530 Urteile wurden an 26 Gerichtshofssitzungen gefällt, was eine enorme Belastung für einen Hof darstellt, der lediglich aus drei Mitgliedern zusammengesetzt ist: dem vollamtlichen Präsidenten und zwei externen Beisitzern (gegenwärtig zwei praktizierende Rechtsanwälte) oder gelegentlich deren Stellvertretern. Die Beisitzer üben ihre Tätigkeit zwar nebenamtlich aus, müssen aber an allen Sitzungen teilnehmen und alle dem Hof unterbreiteten Berichte untersuchen.

Es ist deswegen nicht überflüssig daran zu erinnern, dass eine Erweiterung der Zuständigkeit des Präsidenten als Einzelrichter in Fällen minderer Bedeutung die Arbeit des Gerichtshofes weitgehend entlasten und die Behandlung der Geschäfte beschleunigen würde, ohne dass damit, dank dem ordentlichen und meist kostenlosen Rechtsweg an das Eidgenössische Versicherungsgericht, eine Qualitätseinbusse der Entscheide verbunden wäre, wie es im Übrigen auch in verschiedenen anderen Kantonen der Fall ist. Gegenwärtig hat der Präsident des Hofes lediglich eine Einzelrichterkompetenz zur Abschreibung gegenstandslos gewordener Angelegenheiten und zur Behandlung von offensichtlich unzulässigen Eingaben. Doch zeigt ein Blick in die Statistik, dass die Beschwerdeführer immer weniger bereit sind, mangelhaft begründete oder aussichtslose Beschwerden zurückzuziehen, da sie mit einer Überprüfung durch eine unabhängige richterliche Behörde rechnen können, die von der Untersuchungsmaxime und vom Grundsatz der Kostenlosigkeit beherrscht ist. Dasselbe gilt für die Verwaltungsbehörden, die offensichtlich ebenfalls weniger daran interessiert sind, ihre Entscheide während der Instruktionsphase selbst wiederzuerwägen, und es dagegen vorziehen, einem Gericht den Entscheid in der Hauptsache zu überlassen. In all diesen Fällen wäre eine Erledigung

durch einen einfachen Präsidialentscheid geboten.

G. Statistiken

Aufschluss über Art und Anzahl der beurteilten Fälle gibt der statistische Teil dieses Berichts, auf den verwiesen wird.

III. WEITERES

Das Verwaltungsgericht ist zu mehreren Sitzungen des Gesamtgerichts zusammengetreten, anlässlich welcher Personalgeschäfte und andere allgemeine Angelegenheiten erledigt und Vernehmlassungen zu Gesetzesentwürfen behandelt wurden.

Herr Josef Hayoz wurde vom Kantonsgericht des Staates Freiburg zur Behandlung einer Strafklage gegen einen Untersuchungsrichter zum ausserordentlichen Untersuchungsrichter ernannt.

Das Verwaltungsgericht und der Staatsrat haben zwei Mal, als Wahlkollegium vereinigt, Mitglieder der Enteignungskommission gewählt oder wieder gewählt.

Informatik

Dank seiner eigenen zweisprachigen Internet-Site (www.fr.ch/tad/de) kann das Verwaltungsgericht auf rasche und einfache Weise die Öffentlichkeit und die Medien über Entscheide, die ein besonderes öffentliches Interesse aufweisen, informieren und Pressemitteilungen über die eigene Tätigkeit veröffentlichen. Diese Site stösst auf ein stetig wachsendes Interesse und wird gegenwärtig durchschnittlich 2 300 Mal pro Monat besucht.

Zusammenarbeit

Das Verwaltungsgericht hat die Austausche mit der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg, hauptsächlich vertreten durch Prof. Jean-Baptiste Zufferey, durch die traditionelle jährliche Zusammenkunft weitergeführt, die diesmal das öffentliche Beschaffungswesen zum Thema hatte. An der über dieses Thema am 3. Oktober 2000 organisierten Tagung, an welcher auch Verwaltungsrichter aus der ganzen Westschweiz teilnahmen, hielt Herr Christian Pfammatter ein Referat über den Ablauf des Beschwerdeverfahrens.

Dieses Jahr hatte das Gericht hingegen keine Gelegenheit, Studenten dieser Fakultät für ein zweimonatiges Praktikum aufzunehmen.

- [Rapport du Tribunal administratif - partie statistique](#)
[Bericht des Verwaltungsgerichts - statistischer Teil](#)
- [Autres autorités de la juridiction administrative](#)
[Andere Behörden der Verwaltungsjustiz](#)

[Début de la page](#) | [Page d'accueil TAD](#) | [Rechercher](#) | [Comment nous atteindre](#) | [Carte du site](#) | [Français](#) | [Deutsch](#) | [English](#)
Contact: TribAdministratif@fr.ch - Site: TAD

Page modifiée le 03.10.2007 11:44:19